

que de la bourgeoisie ; ce sont là des manifestations de la social-démocratie. Il faut diriger la politique du prolétariat non pas selon des schémas scolaires, mais dans le courant réel de la lutte de classe. Il ne faut pas aller au pré-Parlement, mais organiser l'insurrection et arracher le pouvoir à l'adversaire. Le reste viendra par surcroît. Lénine proposait même de convoquer un Congrès extraordinaire du Parti dont la plate-forme aurait été le boycottage du pré-Parlement. A partir de ce moment, tous ses articles et lettres développent exclusivement cette pensée : Il ne faut pas passer par le pré-Parlement et se mettre à la remorque des conciliateurs, il faut descendre dans la rue, afin d'engager la lutte pour le pouvoir.

### Autour de la révolution d'Octobre.

Il ne fut pas besoin de réunir un Congrès extraordinaire. La pression de Lénine assura le déplacement nécessaire des forces vers la gauche dans le Comité Central ainsi que dans la fraction du pré-Parlement, dont les bolcheviks sortirent le 10 octobre.

A Pétrograd, le conflit du soviét avec le gouvernement se déroule sur la question de l'envoi au front des unités de la garnison sympathisant au bolchevisme. Le 16 octobre est créé le Comité militaire révolutionnaire, organe soviétiste légal de l'insurrection. La droite du Parti s'efforce de freiner le cours des événements. La lutte des tendances dans le Parti et des classes dans le pays entre dans une phase décisive. C'est dans la lettre *Sur le moment présent*, signée de Kaménev et de Zinoviev, que la position de la droite est le plus complètement mise en lumière et motivée. Ecrite le 11 octobre, c'est-à-dire deux semaines avant le coup de force, et envoyée aux principales organisations du Parti, cette lettre s'élève catégoriquement contre la décision du Comité Central concernant l'insurrection armée. Mettant en garde le Parti contre la sous-estimation des forces de l'ennemi, en réalité sous-estimant monstrueusement les forces de la révolution et niant même l'existence de l'état d'esprit combatif parmi les masses (deux semaines avant le 25 octobre !), ses auteurs déclarent : « Nous sommes profondément convaincus que proclamer en ce moment l'insurrection armée, c'est mettre en jeu non seulement le sort de notre Parti, mais aussi celui de la révolution russe et internationale ». Mais, si l'on ne se décide pas à l'insurrection et à la prise du pouvoir, que faut-il donc faire ? La lettre répond assez clairement à cette question. « Par l'intermédiaire de l'armée, par l'intermédiaire des ouvriers, nous tenons un revolver appuyé sur la tempe de la bourgeoisie », qui, sous cette menace ne pourra pas empêcher la convocation de l'Assemblée

Constituante. « Notre Parti a les plus grandes chances aux élections à l'Assemblée Constituante... L'influence du bolchevisme augmente... Avec une tactique juste, nous pouvons obtenir au moins le tiers des mandats à l'Assemblée Constituante. » Ainsi, d'après cette lettre, le Parti, doit jouer le rôle d'opposition « influente » à l'Assemblée Constituante bourgeoise. Cette conception social-démocrate est en quelque sorte voilée par les considérations suivantes : « Les soviets qui sont devenus un élément constitutif de notre vie ne pourront être abolis... Ce n'est que sur les soviets que pourra s'appuyer l'Assemblée Constituante dans son travail révolutionnaire. L'Assemblée Constituante et les soviets, voilà le type combiné d'institutions étatiques vers lequel nous marchons. » Fait curieux, caractérisant bien la ligne générale des droitiers : la théorie du pouvoir étatique « combiné » allie l'Assemblée Constituante aux soviets fut, une année et demie ou deux années plus tard, reprise en Allemagne par Rudolph Hilferding qui, lui aussi, luttait contre la prise du pouvoir par le prolétariat. L'opportuniste austro-allemand ne se doutait pas alors qu'il commettait un plagiat.

La lettre *Sur le moment présent* conteste que nous ayons déjà pour nous la majorité du peuple en Russie. Elle ne tient compte que de la majorité purement parlementaire. « En Russie — dit-elle — nous avons pour nous la majorité des ouvriers et une partie importante des soldats. Mais tout le reste est douteux. Nous sommes persuadés par exemple que, si les élections à l'Assemblée Constituante ont lieu, les paysans voteront en majorité pour les s.-r. Est-ce là un phénomène fortuit ? » Cette façon de poser la question comporte une erreur radicale : on ne comprend pas que la paysannerie peut avoir des intérêts révolutionnaires puissants et un désir intense de les satisfaire, mais qu'elle ne peut pas avoir une position politique indépendante : elle doit, ou bien voter, en somme, pour la bourgeoisie en donnant ses voix aux s.-r., ou bien se rallier activement au prolétariat. Or, c'est de notre politique que dépendait la réalisation de l'une ou de l'autre de ces deux éventualités. Si nous allions au pré-Parlement pour jouer le rôle d'opposition dans l'Assemblée Constituante, nous mettions par là même presque mécaniquement la paysannerie dans une situation où elle devait rechercher la satisfaction de ses intérêts au moyen de l'Assemblée Constituante, partant, au moyen de sa majorité et non au moyen de l'opposition. Au contraire, la prise du pouvoir par le prolétariat créait immédiatement un cadre révolutionnaire pour la lutte des paysans contre les grands propriétaires fonciers et les fonctionnaires. Pour employer nos expressions courantes, je dirai que, dans cette lettre, il y a, à la fois une *sous-estimation* et une *sur-estimation* de la paysannerie ; une sous-estimation de ses possibilités révolutionnaires